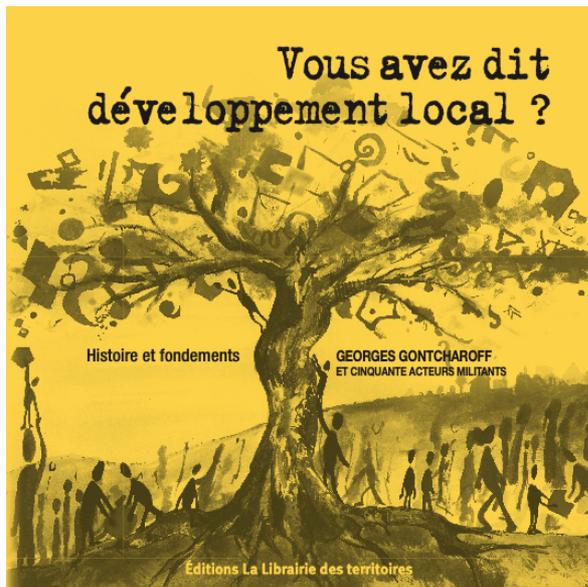




Rapport moral 2018
Assemblée générale
Vendredi 17 mai 2019,
Paris, dans les locaux de la FCSF



Claude GRIVEL
 Dommartin les Remiremont
 Le 13/05/2019

Cette année, je n'introduirai pas ce rapport moral par une nouvelle définition du développement local. Nous avons trop souvent remis l'ouvrage sur le métier, craignant que ce qui fait sens entre nous ne soit considéré par nos concitoyens comme un concept usé, du siècle dernier, né de l'agitation des années Beatles ou Rolling stone, selon les convictions culturelles qui divisaient la jeunesse de l'époque, c'est-à-dire la nôtre, celle de vos enfants ou de vos parents. . .

Je ne le ferai pas car nous avons beaucoup écrit sur le sujet et nous en avons beaucoup parlé, particulièrement encore en 2018, que ce soit au sein de nos instances associatives, ou dans les travaux engagés avec nos partenaires et nos financeurs. Et nous pouvons retrouver des traces dans nos plus récentes productions, qu'il s'agisse de tribunes ou d'éditoriaux dans les newsletters publiées désormais régulièrement ou encore du livre en gestation depuis plus de 2 ans et publié en ce début d'année 2019 : « Vous avez dit développement local ? » Eh bien oui, le développement local pourrait bien encore nous surprendre puisque manifestement l'esprit, le sens et les outils et méthodes semblent pouvoir être sollicités à nouveau dans la période de crise sociétale que nous traversons.

Nous avons souvent prêché dans le désert en vantant l'apport de la démocratie participative à la démocratie elle-même et à la République. Nous avons tenté de démontrer par l'exemple que d'autres formes de gouvernance étaient possibles dans les collectivités comme dans les diverses strates de la vie associative et du pouvoir local, régional ou national, pour développer une démocratie d'engagement, d'implication et de délibération; nous avons cherché à soutenir une démocratie d'interpellation et nous nous sommes inquiétés de voir les fossés se créer entre une élite parisienne et les territoires ruraux ou les quartiers de banlieues. Nous avons redouté la cristallisation d'une fracture entre une France des métropoles XXL, modernes, performantes, branchées et captant l'essentiel des richesses, et une autre France plus rurale, plus pauvre, plus triste, plus verte, plus loin de tout, manquant d'équipements, désertée par les services publics et par les entrepreneurs mais pas par les vieux ni même par les pauvres, voire les migrants (qui heureusement ne sont pas tous vieux...et permettent parfois de maintenir des écoles ouvertes...).

A l'écoute des territoires, engagés comme élus ou comme citoyens dans les associations locales et dans les réseaux, nous avons senti depuis longtemps que les questions sociales, environnementales, culturelles étaient aussi importantes pour la vie des gens que les réussites économiques, même si nous n'avons jamais considéré qu'il fallait négliger les problématiques de l'emploi.

A force de plaider la performance et la compétitivité, cette société devenue aussi néo libérale que peu libérée, a enfermé les gens dans des modèles de réussite qui ne fonctionnent qu'en renforçant les inégalités, les injustices, les catastrophes écologiques et sociales.

Moins il y a de riches, plus ils sont riches et plus il y a de pauvres. Il en est des hommes comme des territoires. Les théories du ruissellement ne fonctionnent que dans la tête de ceux, de moins en moins nombreux, y croient encore.

Nous sentions bien que ce modèle économique, désormais en œuvre sur l'ensemble de la planète, risquait à plus ou moins brève échéance d'exploser et de s'écrouler. L'effondrement des banques il y a quelques années en a été un premier signe rapidement écarté grâce au concours des Etats davantage solidaires des banquiers que des populations. Nos amis grecs s'en souviennent encore. Les transferts d'activités productives dans les pays de l'Est d'abord, puis d'Asie, moins soucieux des conditions de travail, de rémunération et de protection sociale, sanitaire et environnementale, ont conduit à la misère et au chômage des millions d'ouvriers et d'employés mais aussi des cadres intermédiaires et dirigeants. La question de la ressource humaine pèse si peu à côté de la ressource boursière.

Des gilets jaunes révélateurs d'une crise profonde de notre société

Tout cela nous éloigne du développement local, pensez-vous. Et pourtant. Depuis longtemps, privilège de l'âge, nous observons ces fractures, ces germes de ce que nous pouvons qualifier de délitement d'une société. Et nous nous interrogeons sur le sens de tout cela...en nous demandant pourquoi une majorité subit dans la souffrance silencieuse ce que décide une minorité...

Nous devons bien reconnaître pour autant que nous ne nous attendions pas à ce qui a explosé en cette fin d'année 2018 avec ce mouvement inédit des gilets jaunes. Comme la plupart des corps intermédiaires, les syndicats, les associations comme la nôtre, se sont trouvés ringardisés, voire aussi méprisés que les élites

d'autant plus stigmatisées qu'elles sont parisiennes et formées dans le même moule de « sachants ».

Nous ne nous attendions pas non plus à ce que le pouvoir jupitérien ait soudain cette trouvaille du grand débat public pour gagner du temps et contourner le piège du rapport direct avec les vrais gens...

La volonté de généraliser les conditions d'une démocratie plus participative a failli disparaître avec la candidate malheureuse aux élections présidentielles. En sera-t-il de même du débat public après cette séquence quasi inédite eu égard à sa durée, à sa généralisation sur tout le territoire et au nombre de participants qui se sont saisis de l'opportunité de pouvoir contribuer intelligemment à la réflexion collective...malgré le peu de garantie quant aux suites concrètes qui seront données aux propositions ?

Or est-il encore possible de construire une démocratie et des politiques publiques plus horizontales, plus solidaires, moins descendantes ? Comment conjuguer coopération et transitions, territoires et développements. Est-il possible de vivre et d'agir ensemble pour construire un futur respectueux du bien être individuel et collectif dans une société de la communication et une économie mondialisée et surtout financiarisée ? Alors que notre biodiversité est menacée, que le réchauffement climatique s'accélère, que les dirigeants du monde comme ceux de l'Europe regardent ailleurs et laissent mourir en méditerranée des milliers de migrants et de réfugiés dont certains fuient les bombes et les armes qui viennent de nos usines...quel message porter, quel réel pouvoir incarnons-nous ?

L'Unadel fédère, mutualise et fait connaître les savoirs, les savoir-faire, les pratiques et les initiatives qui ré enchantent la démocratie et redonnent sens au projet et au collectif. Nos forces restent cependant limitées et nous ne pouvons agir avec efficacité que dans le cadre d'alliances et de partenariats. Il ne sert à rien d'avoir raison tout seul, comme il est dangereux d'avoir tort avec tous. De plus en plus d'acteurs économiques et de corps intermédiaires partagent avec nous la conviction que nous devons travailler au changement de modèle de société, construire une pensée en adéquation avec la finalité et mettre en place des actions concrètes à toutes les échelles pour engager un processus de changement de modèle dans tous les domaines. Il s'agit de provoquer, d'accompagner et de faire vivre les transitions, aussi bien dans la gouvernance - nos concitoyens veulent être associés aux décisions et contrôler directement l'efficacité de leur mise en œuvre - que dans les modes de production et de consommation.

Le pouvoir de vivre et le pouvoir d'agir : un pacte écologique et social

Le Conseil d'administration de l'UNADEL a décidé d'engager l'association à rejoindre les 19 organisations qui sont à l'origine de la proposition de pacte écologique et social. 66 propositions y sont formalisées pour développer le pouvoir de vivre. Nous souhaitons y développer le pouvoir d'agir individuel et collectif et celui des territoires qui ont une responsabilité à s'engager dans des pratiques résilientes de maturité coopérative. Pour quoi faire ? Pour changer le monde, pour changer de modèle économique et social, pour la survie de l'humanité sur une planète malmenée, pour dire non aux peurs entretenues et oui à ce qui relie et fait grandir en humanité et même en fraternité. Parce que l'utopie fait vivre et développe le rêve...sans tuer personne !

N'hésitons pas à faire un pas de côté, à sortir des sentiers battus et à oser croiser notre regard avec d'autres pour agir en réseau et apporter notre créativité et notre pierre à la construction collective d'une société qui peut retrouver la confiance. Ce sera le sens du débat que nous ouvrirons à l'issue de cette réunion annuelle.

L'Unadel, un conseil d'administration soudé autour d'un projet et une équipe salariée motivée et agissante

Nous avons senti en 2017, la nécessité de renouveler notre pensée, de l'actualiser et de la mettre en phase avec un programme d'action. Ce fut l'objet de nombreux débats au sein du conseil d'administration ainsi que dans les différents séminaires de travail que nous avons organisés. Parmi les axes de travail que nous nous étions donnés, celui de la transmission était apparu fondamental pour que le témoin du développement local puisse être transmis et repris par les nouvelles générations d'acteurs et éclairer leur chemin. Nous sommes nous-mêmes les héritiers ou les accompagnateurs des acteurs et des territoires pionniers dont l'expérience de la résilience a encore tant à nous dire.

Nous voulions parler développement local et nous l'avons fait

L'année 2018 a permis l'aboutissement de ce travail avec une double production : celle du livre « Vous avez dit développement local ? » et celle du module de

formation en ligne réalisé pour le CNFPT, intitulé « territoires et développements ».

Le comité de rédaction du livre et Georges Gontcharoff, qui en a rédigé le fil conducteur ont réalisé un énorme travail. Il a mobilisé une cinquantaine d'acteurs dans un travail coopératif dont le livre est l'aboutissement, même s'il ne constitue que le premier volet d'une œuvre qui se poursuit avec la préparation du suivant. Reste à mesurer l'impact de cette publication sortie de presse dans les tous premiers jours de janvier 2019. D'ores et déjà on peut signaler quelques présentations presse et une grande qualité de l'échange organisé autour du livre et d'une douzaine de ses contributeurs la semaine dernière dans les locaux de la caisse des dépôts. Nous espérons que des rencontres apprenantes autour de cet ouvrage pourront être organisées rapidement dans différentes régions, parce qu'elles serviront à redonner une impulsion forte à la mise en réseau à l'échelon régional, ou plus exactement à la valorisation de l'action des réseaux existants qui peuvent être supports de la diffusion des principes et valeurs du développement local.

Pour autant le comité de rédaction continue de travailler ; il regroupe quelques administrateurs (Georges, Yves, Christine, Jean, José, Claude, Stéphane à distance) avec le concours facilitateur de l'équipe salariée et se pose beaucoup de questions. Faut-il poursuivre dans la même forme d'écrit (un fil conducteur chronologique et des témoignages d'acteurs en encadrés pour illustrer les différentes périodes), ou ouvrir davantage la place à des analyses, des controverses et des éléments de réflexions prospectives avec formulation de propositions opérationnelles pour l'avenir ? Notre assemblée et nos partenaires peuvent participer à nous aider à dégager l'approche qui convient le mieux aux besoins d'aujourd'hui et de demain.

Le travail sur le MOOC, module de formation en ligne a été conduit différemment et coordonné par un duo plus jeune et moins au fait de l'histoire du mouvement du développement local. C'était un pari qui s'est avéré gagnant semble-t-il et qui touche un très large public. Qu'en restera-t-il ? Cela se traduira-t-il demain dans les pratiques des agents de la fonction publique territoriale ciblés par le CNFPT ? On peut l'espérer au vu du succès de la présentation de ce MOOC lors des journées des territoires et des retours recueillis suite à une première diffusion des modules en ce début d'année 2019 et du nombre des inscrits. Avec cet outil, c'est un élément de modernité et de rajeunissement de l'approche qui pourrait bien booster le désir d'Unadel. Encore faut-il avoir les moyens humains et financiers de répondre à cette attente.

Un regret ou peut-être un souhait pour 2019 : croiser davantage les équipes constituées autour du comité de réaction d'une part et du groupe de travail Mooc d'autre part pour poursuivre ensemble ce chantier de communication – formation et en faire un creuset pour l'action de l'association, au niveau régional et national.

Nous avons souhaité valoriser et articuler les 2 chantiers actuellement portés et animés par l'Unadel, les écoutes territoriales et le carrefour des métiers, et nous l'avons fait avec nos partenaires.

Cette intuition qui était aussi une demande des administrateurs de mieux être informés du contenu des différents chantiers portés par l'Unadel, nous a permis de préparer et de réaliser dans de bonnes conditions les journées des territoires fin novembre. Ce fut un moment très riche, très dense, très ouvert, y compris à l'international, et très utile pour construire les programmes de travail des années à venir. Ce fut aussi l'occasion d'afficher l'urgence de réinvestir une ingénierie d'animation globale d'un quartier ou d'un territoire pour faire émerger les dynamiques de projet et les initiatives porteuses de sens, d'inventivité, d'avenir et de capacités de relier les personnes et les territoires ; les objectifs de développement durable peuvent s'affirmer comme le fil rouge de la construction des transitions et des projets de territoires volontaires pour s'engager dans leur mise en œuvre. Cela suppose de s'inscrire dans un récit, avec une volonté politique pour le portage et une animation territoriale (coordination et stimulation des diverses ingénieries thématiques existantes) pour construire un récit commun avec les habitants et les acteurs locaux. Le partage du projet dans la construction d'une maturité collaborative est alors possible.

Nous avons souhaité mettre en réseau les territoires accompagnés par l'Unadel et nous l'avons réussi en partie avec les journées des territoires organisées à la halle Pajol les 26 et 27 novembre 2018 à Paris.

Notre ambition était de réunir les territoires dans lesquels nous avons réalisé depuis quelques années, seuls ou avec d'autres partenaires, des écoutes

territoriales ou un accompagnement spécifique. Avec le soutien de Territoires conseils et de la banque des territoires, nous avons accompagné, en 2 programmes successifs, des territoires engagés dans les économies d'énergie ou le tourisme durable ; nous avons également accompagné un territoire qui a accepté de permettre la réalisation d'une écoute citoyenne ; sur une commande du CGET (commissariat général à l'égalité des territoires) nous avons observé la mise en œuvre de 5 contrats de ruralité et réalisé un rapport de synthèse qui a été présenté aux référents ruralité des préfectures ; enfin à la demande de l'ADEME, nous avons animé les sessions de travail organisées dans 4 territoires ayant accepté de réfléchir à leur stratégie de conduite de changement en référence au code source mise en place à Loos en Gohelle. La plupart de ces territoires accompagnés, la CDC, le CGET, Jean-François Caron, maire de Loos en Gohelle, un vice-président de la région Centre Val de Loire, un sénateur, des élus locaux ainsi que des élus d'un territoire tunisien dans lequel nous avons réalisé une mission d'exploration des conditions d'un accompagnement spécifique pour l'aider à devenir démonstrateur d'une économie centrée sur le bio et les énergies durables, ont répondu présents à notre invitation à travailler avec plus de 150 personnes sur 2 jours et sur un thème rassembleur et novateur : Transitions et conduites coopératives du changement.

Ces journées ont révélé le talent et l'implication très efficace de toute l'équipe salariée de l'Unadel qui a su mobiliser les compétences de nos experts associés et de partenaires imaginatifs et créatifs qui ont animé avec brio la plupart des ateliers. Il est impossible de nommer tout le monde ici mais nos cercles d'experts et de partenaires se sont élargis grâce à ces journées...dont l'animation dynamique a été particulièrement soulignée par nos invités et par les participants. A tel point que cette réussite qualitative nous oblige ... à reconduire ce type de rendez-vous annuel. Les animateurs de la politique de la ville, les territoires en transition et leurs élus, les bureaux d'études et les universitaires, les habitants engagés dans un conseil citoyen et bien d'autres acteurs ont également contribué à la qualité des travaux. On peut cependant regretter l'absence manifeste des agents de développement des territoires ruraux...mais est-ce qu'il en existe encore ?

Nous souhaitons favoriser l'émergence de réseaux régionaux ou développer des partenariats actifs avec des réseaux de sensibilité proche (éducation populaire, économie sociale et solidaire, coordination des

conseils de développement ou des conseils citoyens, etc...) afin de mieux capitaliser les initiatives locales, enrichir notre réflexion, agir de concert et fédérer nos forces pour valoriser le travail local et relayer ses propositions dans la coconstruction des politiques publiques (dans un souci de rééquilibrer le poids de l'ascendant dans le croisement avec le descendant).

Les liens existent bien évidemment avec les réseaux régionaux de l'Unadel (Citoyens et Territoires Grand Est, Territoires et Citoyens en Occitanie, Association Régionale de Développement Local en Paca) ou très proches de notre mouvement et de notre histoire (Aradel, Ciedel et Cap Rural en Auvergne Rhône Alpes, Brudel en Bretagne). Mais il faut bien reconnaître que ces réseaux sollicitent peu l'Unadel et nous associent peu à leur programme d'action et d'animation. A l'inverse, nous allons trop peu à leur rencontre, occupés que nous sommes par un programme de travail chargé pour peu de moyens. Il y a cependant eu plus de contacts directs en 2018, notamment grâce au travail du Carrefour des métiers, toujours porté avec le concours de l'IRDSU. D'autres partenariats se développent dans ce cadre, avec Unaforis (centres de formation au travail social), des réseaux universitaires, une plateforme de promotion du travail social communautaire, le Mouvement du développement social local, Appuii, Citego, etc...

Il est sans doute plus facile de développer les liens aujourd'hui avec l'Est et l'Occitanie du fait d'administrateurs communs engagés au régional et au national et de sollicitations plus directes... ARDL Paca va mal et pourrait ne pas survivre au licenciement de son seul salarié, faute de missions et de moyens. Le réseau régional breton tarde à se remettre en marche faute d'une impulsion locale en capacité de rassembler dans la durée...et ce malgré plusieurs administrateurs Unadel de cette région et une vraie demande des acteurs à être réunis (plusieurs réunions ont eu lieu mais sans aboutir à ce jour...); Nous devons prendre des dispositions plus opérationnelles au moment de valider nos orientations 2019.

Nous avons souhaité rajeunir...l'équipe et le conseil d'administration...et c'est en bonne voie

Il est désormais de notoriété publique que notre réseau a un réel pouvoir sur le rajeunissement de ses militants et adhérents, même si les cheveux blancs et quelques barbes donnent le change. L'activité intellectuelle et les agoras sont un excellent élixir de jeunesse. Pour autant il nous appartient de ne pas conserver ces vertus qui, à force d'être soi, pourraient s'avérer pouvoir dégénérer.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas provoquer le désir de plus jeunes de vouloir nous rejoindre. Notre stratégie de recrutement va dans ce sens : embaucher des jeunes pour faire venir des jeunes. Nos animations de séminaires dans les réseaux universitaires ou les centres de formation au travail social, comme les écoutes territoriales, sont aussi de bonnes opportunités. Le développement d'un travail en réseau au sein de nouvelles alliances (institut des territoires coopératifs, ANRR, FNCS, CNCD, réseau des villes pairs, territoires Tepos, etc...) devrait finir par porter ses fruits...Mais il faut encore mouiller la chemise et faire adhérer... donc démontrer l'intérêt de rejoindre l'Unadel. La cooptation de nouveaux membres au CA peut aussi être une solution. L'arrivée d'un jeune architecte comme nouveau délégué national début 2019, pour remplacer Jean Maillet qui a fait valoir ses droits à une retraite attendue, l'arrivée d'un tout jeune retraité au CA pour occuper bénévolement le poste de secrétaire général, le retour d'une ancienne jeune administratrice après son congé de maternité, tout cela donne de l'espoir... Il y a urgence pour toucher à nouveau des publics plus jeunes dans les territoires et renouveler notre réseau.

Nous avons eu l'intuition que les transitions, les objectifs de développement durable, les problématiques de l'énergie, de l'alimentation, d'une économie circulaire et des circuits courts, plus solidaire et moins financière, pouvaient rassembler les habitants, les élus et tous les acteurs du territoire sur des objectifs transversaux et partagés.

Notre participation à l'animation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage « transitions et stratégie de conduite de changement » s'est terminée auprès de 4 territoires en 2018. Outre la collaboration avec de nouveaux partenaires, l'Ademe et ses équipes, un bureau d'études spécialisé dans l'évaluation des politiques publiques, le maire de Loos en Gohelle et ses collaborateurs, nous avons aussi beaucoup appris auprès des 4 territoires accompagnés au cours des 2 années 2017/2018. Une synthèse des monographies réalisées est en cours de publication qui fait le point sur les enseignements que l'UNADEL a tiré de cette mission exigeante et stimulante. Une suite est d'ores et déjà envisagée dans un cadre conventionnel d'appel à projets pour lequel nous pourrions répondre en association avec la même équipe d'animation. Le principe d'un rééquilibrage des moyens financiers alloués à ce type de mission particulièrement chronophage semble acquis mais reste à confirmer. Un engagement de nouvelles missions dans les territoires risque d'être cependant très délicat à quelques mois des élections municipales. La présence de plusieurs des territoires accompagnés à une rencontre de travail à Loos en Gohelle en juillet dernier, puis à nos journées territoires fin novembre, démontre qu'un lien s'est créé. La ville de Malaunay est prête à accueillir une présentation de notre livre...Le lien se développe aussi autour du maire de Loos en Gohelle et de Julian Perdrigeat qui ont impulsé la création du réseau des villes pairs auquel l'Unadel est associé.

La voix de l'Unadel dans les voix de la Ruralité, pour renforcer les voix des territoires.

Notre participation au comité directeur de l'association des nouvelles ruralités a permis de contribuer à la rédaction en 2018 d'une contribution sur le projet de loi portant création de l'agence nationale de la cohésion territoriale en cours d'examen au parlement.

Nous avons été auditionnés par une cinquantaine de sénateurs en début d'années puis par la présidente de commission de l'assemblée nationale en charge du projet de loi. Début janvier 2019.

La participation aux réunions de travail organisées par l'ANRR est aussi l'occasion d'élargir notre cercle des partenaires (aux maisons familiales rurales, aux fédérations des maires ruraux et de familles rurales, aux divers réseaux de la ruralité ...) et de réfléchir avec eux et avec des universitaires comme Romain LAJARGE et des doctorants de Grenoble ou Bordeaux, et des experts de renom (Hervé Le Bras par exemple).

Le ministère de la Cohésion territoriale, sous diverses pressions dont celle des gilets jaunes, vient de promouvoir l'idée de fixer un agenda rural. Un rapport

a été demandé au président de l'ANRR qui coordonne une mission confiée à un groupe de 5 élus. Une audition de l'Unadel est programmée par cette mission.

Cela peut paraître anecdotique et nous ne nous faisons aucune illusion, ni sur les intentions gouvernementales ni sur le poids de nos suggestions. Mais nous avons un espace et une écoute que nous essayons d'utiliser au mieux, pour que cela se traduise non seulement par des moyens d'actions pour notre réseau, mais aussi et surtout par une reconnaissance d'un état de fait : les solutions pour renforcer la cohésion territoriale et la justice sociale ne viendront pas d'en haut mais s'imposeront à partir du pouvoir d'agir collectif des citoyens, de leurs organisations et de leurs élus réunis pour faire territoire et projet communs. L'administration d'Etat a un défi à relever dans sa nouvelle réorganisation à l'aube d'un nouvel acte de décentralisation annoncé : celui d'être plus à l'écoute de la voix des territoires et moins soucieuse de manager les préfets pour en faire des grands ordonnateurs des politiques nationales déclinées dans les territoires locaux.

Nos contacts avec le commissariat général de l'égalité des territoires et avec les ministères nous laissent espérer qu'il y a, au-delà de la bonne volonté affichée, de vraies convictions qui se forment. Nous pouvons modestement, parmi d'autres, y contribuer un peu. D'où l'importance de pouvoir avec nos partenaires construire à partir des expériences de terrain, une pensée et un discours communs. Nos amis des Voix de la ruralité finiront bien par accepter l'idée de construire avec nous les Voix des territoires.

La différenciation va de pair avec l'affirmation que tous les territoires ont un avenir.

Nous souhaiterions que cette conviction ne résonne pas comme un vœu mais comme un postulat : les femmes, les hommes de toutes générations et de tous les territoires sont des ressources dont la République ne peut et l'Europe ne peuvent pas se passer et qu'elles auraient tort de négliger. C'est le sens de la différenciation dans la cohésion.